

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



47733

Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/72(V)/Rev.1
27 février 1963

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963

FINANCEMENT DE L'INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT
ET DE PLANIFICATION

Résolution 72(V) adoptée par la Commission à sa 93ème séance plénière
le 26 février 1963

La Commission économique pour l'Afrique

Rappelant sa résolution 58(IV) portant création d'un institut africain de développement économique et de planification, et notamment le point A-3 du dispositif de cette résolution instituant un Comité permanent d'orientation.

Notant avec satisfaction la vigoureuse impulsion donnée par ce Comité aux préparatifs nécessaires, comme il ressort du rapport de la réunion du Comité en juin 1962, à Dakar (E/CN.14/172),

Notant en outre que, à la suite de ces travaux, des demandes identiques d'assistance au Fonds spécial des Nations Unies ont été adressées au nom des pays africains par les Gouvernements du Gabon, du Sénégal, de la Somalie, du Togo, de la Tunisie, et que le Gouvernement du Maroc a donné son appui à cette demande,

Notant avec satisfaction la déclaration faite au Conseil d'administration du Fonds spécial par le Directeur général de cette institution en janvier 1963 d'après laquelle ce dernier est convaincu qu'un projet satisfaisant aux critères du Fonds spécial pourra être soumis en janvier 1964 au Conseil d'administration;

CONFIDENTIAL

Consciente des règles de financement des projets du Fonds spécial, à savoir :

- a) la nécessité de réunir les fonds de contrepartie à la charge des Etats bénéficiaires, pour couvrir notamment les frais locaux de fonctionnement et d'équipement de l'institut;
 - b) la nécessité de donner au Conseil d'administration du Fonds spécial des assurances formelles sur le budget des bourses,
1. Décide que les fonds de contrepartie pour les cinq premières années de l'institut seront versés jusqu'à concurrence de 1.500.00 dollars par les Etats africains membres de la CEA mentionnés au tableau adopté et reproduit en annexe, selon le système suivant :
- a) le versement d'une contribution fixe minimum par tous les gouvernements des pays figurant au tableau annexe et égale à 25.000 dollars;
 - b) un versement complémentaire variant suivant la population du pays considéré qui amènera la contribution totale de chaque gouvernement aux chiffres suivants :
 - pays de moins de 1.500.000 d'habitants: 28.500 dollars
 - pays de 1,5 à 8 millions d'habitants: 39.000 dollars
 - pays de 8 à 16 millions d'habitants: 67.000 dollars
 - pays de plus de 16 millions d'habitants: 102.000 dollars
2. Est prête à recevoir les contributions que les membres associés de la CEA, les Etats membres des Nations Unies et les institutions spécialisées, les fondations et autres institutions s'intéressant à l'institut, voudraient bien lui apporter;
3. Demande au Secrétaire exécutif de communiquer cette résolution à tous les gouvernements et institutions visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, dès la fin de la cinquième session de la Commission;
4. Invite de manière pressante les gouvernements des pays figurant au tableau annexe, à s'engager avant le 30 juin 1963 auprès du Fonds spécial à :

- a) verser conformément aux procédures du Fonds spécial la contribution fixe minimum se montant à 25.000 dollars visée au paragraphe 1 a) ci-dessus;
 - b) verser la différence entre cette contribution minimum et la contribution totale figurant au paragraphe 1 b) ci-dessus, après que le montant en sera confirmé par le Fonds spécial;
5. Invite les membres de la Commission figurant au tableau annexe et les membres associés africains de la Commission à prendre en charge le financement des bourses des stagiaires qu'ils enverront à l'institut en exprimant l'espoir, notamment, que les membres associés africains, pourront être assistés à cet effet par les Nations Unies et d'autres organismes d'assistance technique.

TABLEAU
CLASSIFICATION DE 32 ETATS^{1/}
(suivant l'effectif de la population)

Groupe 1. Moins de 1.500.000 habitants

Contribution du groupe : 3.5%, soit par pays: (0,5%)

- | | | |
|------------------|------------|---------|
| 1. Gabon | 4. Libye | |
| 2. Mauritanie | 5. R.C.A. | 7. Togo |
| 3. Congo(Brazza) | 6. Libéria | |

Groupe 2. de 1,5 à 8 millions d'habitants

Contribution du groupe : 34%, soit par pays : (2%)

- | | | |
|------------------|-------------------|----------------|
| 8. Dahomey | 14. Niger | |
| 9. Somalie | 15. Sénégal | 20. Mali |
| 10. Burundi | 16. Guinée | 21. Tunisie |
| 11. Sierra Leone | 17. Côte d'Ivoire | 22. Madagascar |
| 12. Tchad | 18. Haute-Volta | 23. Ouganda |
| 13. Rwanda | 19. Cameroun | 24. Ghana |

Groupe 3. de 8 à 16 millions d'habitants

Contribution du groupe: 30%, soit par pays: (6%)

- | | | |
|----------------|------------|----------------|
| 25. Tanganyika | 27. Maroc | 29. Congo(Léo) |
| 26. Algérie | 28. Soudan | |

Groupe 4. au-dessus de 16 millions d'habitants

Contribution du groupe : 32,5%, soit par pays un peu moins de 11%

- | | | |
|--------------|---------|-------------|
| 30. Ethiopie | 31. RAU | 32. Nigéria |
|--------------|---------|-------------|

^{1/} La contribution totale de chaque groupe est proportionnelle à la population du groupe en 1960. La répartition est uniforme à l'intérieur du groupe. Les Etats sont classés par ordre croissant de population.